



Hôpital Pitié-Salpêtrière

30 sept. 2025

Le recul social ne se négocie pas, il se combat !

Depuis une semaine, les politiciens de droite et d'extrême droite se serrent les coudes autour de Sarkozy. Ces gens-là réclament à longueur de journée des peines exemplaires contre la petite délinquance mais ne supportent pas que l'un des leurs soit condamné. Jeudi 2 octobre, ce sont les travailleurs et la jeunesse qui se serreront les coudes de nouveau dans la rue et dans la grève. Après le 10 et le 18 septembre, ce sera une troisième occasion d'apparaître comme la seule force capable de mettre fin à toutes les politiques de régression sociale.

Les patrons sont contents

Lecornu n'a toujours pas annoncé son gouvernement, mais il est certain que le nouveau trombinoscope va ressembler aux précédents : une bande de porte-flingues des actionnaires du CAC 40. L'interview du Premier ministre au Parisien était à peine parue vendredi que le président du Medef lui envoyait un bon point. Car, ô surprise, il n'y a aura pas de retour de l'ISF, les riches ne seront pas taxés (même pas symboliquement à la mode Zucman), la réforme des retraites ne sera pas abrogée... Encore un effort, élève Lecornu, et le grand meeting « du patronat en colère » prévu le 13 octobre sera annulé. Il n'y a que le PS pour jouer les Calimero : si ce que prévoit Lecornu est « trop injuste », il menace de voter la censure.

Et pour cause, la guerre sociale va continuer de plus belle !

Bayrou voulait réduire le déficit public à 4,6 % du PIB, Lecornu s'en tiendrait à... 4,7 % ! Ses intentions sont dans la lignée de son prédécesseur : faire s'envoler les dépenses militaires, continuer à arroser les actionnaires et mettre à l'amende les services publics. Finis les clins d'œil au PS, désormais la macronie compte sur les députés du RN. Lecornu reprend le programme raciste et anti-pauvres de l'extrême droite qui s'en prend aux « assistés » que seraient les bénéficiaires de minima sociaux, les étrangers et les chômeurs.

À la clé, des attaques brutales contre la partie la plus exposée du monde du travail, les travailleurs privés d'emploi ou de papiers. Ce ne sont pourtant pas eux qui pillent le budget de l'État, mais les riches qui pratiquent la fraude et l'optimisation fiscale et les capitalistes qui palpent chaque année 270 milliards de subventions. Les patrons sont les vrais assistés, les vrais parasites qui se gavent de notre exploitation au travail !

Nous ne pouvons pas nous défendre avec des armes en carton

Dans la foulée du succès des grèves et des manifestations des 10 et 18 septembre, les directions syndicales n'ont pas fait mieux que de lancer « un ultimatum » à Lecornu... qui n'en a rien eu à cirer. Une fois ressorties bredouilles de Matignon le 24 septembre, elles ont appelé à une nouvelle journée de grève le 2 octobre. Désormais, Sophie Binet, dirigeante de la CGT, dit que c'est « sur la base du rapport de force après le 2 octobre » qu'elles vont retourner voir Lecornu. Comme si on ne descendait dans la rue que pour aller quémander sagement le lendemain à Matignon ! Pour faire reculer le gouvernement et le patronat, une seule journée supplémentaire de mobilisation ne suffira pas. Il faudra les y contraindre en « bloquant tout » par une grève qui s'étend dans tous les secteurs et qui dure suffisamment pour paralyser la machine à profits. Faire payer les patrons, c'est leur arracher de meilleures conditions de vie et de travail : qui peut vivre aujourd'hui avec moins de 2000 euros par mois ?

Soyons massivement en grève le 2, dans tous les lieux de travail, mais aussi dans les lieux d'études, les facs et les lycées, où la jeunesse scolarisée est mobilisée depuis le 10 septembre.

Pas pour mendier des pourparlers dans les salons de Matignon. Mais pour nous organiser à la base, pour décider nous-mêmes de notre lutte, pour construire les étapes d'un mouvement d'ensemble. Pas d'économies sur nos vies : pour vivre et pas seulement survivre, prenons sur les profits !

Jeudi 18 : non aux économies saignantes

Jeudi 18, nous étions 70 à partir de la Pitié en manifestation aux cris de « des hôpitaux et pas des chars d'assaut ! ». Un passage par Saint-Antoine, histoire de re-manifester dans l'hôpital, puis direction la grande marche avec les autres salariés. Cette fois encore, collègues et malades l'ont dit clairement : ce n'est pas à eux de payer la facture des cures d'austérité du gouvernement.

À "Bottard" pas d'embauche... mais une pluie de galères

À Bottard, on ne manque pas d'idées... pour épuiser les équipes. Pas d'embauches en vue, mais un sous-effectif chronique qui plombe les collègues. Résultat : des plannings qui changent plus vite que la météo. Cerise sur l'ordonnance, la direction préfère arroser les collègues de rapports plutôt que de recruter. Bref, ici, la seule chose qui tourne... ce sont les plannings en bourrique.

Oncologie... logique

En oncologie, le premier étage du bâtiment Jacquard est fermé depuis plusieurs semaines. Pas de personnel, pas de patients, pas de perspectives. Un service fantôme qui coûte moins cher qu'une embauche : silence radio garanti.

Jacques a dit : bouge

À Jacquard, la rumeur enfle : les consultations devraient plier bagage pour Gosset d'ici peu. Petit hic : la gériatrie occupe toujours les lieux, et les bureaux promis sont encore en travaux. Résultat : tout est dans les cartons... sauf l'info.

Lecornu remet sur la table les attaques contre l'aide médicale d'État

Lecornu a reçu mardi dernier les auteurs d'un rapport sur l'aide médicale d'État (AME). Après l'abandon des mesures de restriction concernant cette aide avec la chute du gouvernement Bayrou, le nouveau Premier ministre fait à son tour les yeux doux au Rassemblement national et à la droite. Il s'agirait en effet de proposer de réduire la liste des soins pris en charge par l'AME destinée aux personnes étrangères en situation irrégulière et à revenus très faibles. Une vieille revendication de Marine Le Pen et de ses amis qui accusent les étrangers de ruiner la Sécu. Ce qui est un mensonge flagrant puisque, l'an dernier, l'AME n'a représenté qu'environ 0,5 % des dépenses de santé globales. Il s'agit avant tout d'alimenter la xénophobie ambiante en tentant de détourner la colère populaire contre les migrants et leurs familles.

À Saint-Malo il pleut dans l'hosto...

Le 21 septembre, des trombes d'eau ont transformé les urgences de Saint-Malo en pataugeoire : trois à quatre centimètres d'eau au sol et quarante patients évacués en urgence vers Rennes, Dinan et Cancale. Pas une première : les plafonds fuient régulièrement, et on promet depuis plus de quatre ans un nouvel hôpital. Problème : le projet, déjà rabeté de 445 à 350 millions, prévoit moins de lits et un regroupement des sites, autrement dit plus de galères pour les malades privés de proximité. Et malgré ce régime sec, le chantier reste bloqué. Cherchez l'erreur : quand il s'agit de serrer la ceinture des services publics, Macron a la main lourde. Mais pour arroser les grandes entreprises ou doubler le budget de l'armée, là, pas de fuite d'argent.

... Sur les boîtes, il pleut des milliards !

Chaque année, l'État arrose les entreprises de 210 à 270 milliards d'aides publiques. Et ce n'est pas d'hier : depuis 1979, 1 250 milliards sont partis en intérêts pour les créanciers (banques et fonds spéculatifs) et 2 686 milliards en cadeaux divers aux boîtes. Total : près de 4 000 milliards, soit plus que la dette publique actuelle (3 346 milliards). Aides directes, niches fiscales, baisses de cotisations, allègements et crédit d'impôts : qu'ils s'appellent Mitterrand, Hollande, Chirac ou Sarkozy, les présidents se succèdent, mais les subventions au grand capital, elles, ne connaissent pas l'alternance.

En Guadeloupe comme ici : non à la mutualisation !

En Guadeloupe, un préavis de grève a été posé le 29 septembre, alors que la colère ne cesse de monter contre la fusion des services de soins intensifs de neurologie et de cardiologie, et depuis la mutation punitive d'un médecin chef de service, qui dénonçait ouvertement ce projet. Prendre en charge en urgence un patient qui fait une crise cardiaque et celui qui fait un AVC n'a rien à voir ! Mais comme ici, les technocrates de l'hôpital poussent la polyvalence chez les soignants, quitte à réduire la qualité des soins et dans le but de faire des économies sur les effectifs.

« Des hôpitaux avant la Coupe du monde ! »

Depuis ce weekend, au Maroc, les jeunes brandissent leurs pancartes plutôt que des maillots : « Les hôpitaux avant la Coupe du monde ! »

Face aux manifestations, le pouvoir répond par la matraque et les arrestations, mais malgré la répression, ils continuent. Leur colère résonne jusqu'ici : en France aussi, on ferme des lits pendant que les milliardaires s'enrichissent. Là-bas comme ici, leur lutte est la nôtre.

